

Le Journal des décideurs

L'économiste

du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Arbres de karité et de néré

Nécessité de repenser la célébration de la journée de l'arbre

Finis les jogs oratoires et cérémonies multicolores de mise en terre de plants pour embellir les boulevards et places publiques de nos ... • (Page 11)

Championnat national

Coton Fc de Ouidah, sacré champion une deuxième fois

Coton football club de Ouidah est sur la première marche du podium de la super ligue pro de football saison ... • (Page 11)



Transformation numérique des économies africaines • (Page 03)

La BOAD signe un accord-cadre avec Côte d'Ivoire Innovation 20



Fête nationale de la Fédération de Russie

• (Page 11)

La Russie et le Bénin célèbrent une diplomatie agissante

Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest

Les députés Béninois s'approprient le projet

La loi No 2004-23 du 25 mars 2005 portant régime juridique et fiscal harmonisé applicable au projet du Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest en République du ... • (Page 04)

Financement des infrastructures

Vers un partenariat pluri-secteur entre la Commission de l'Uemoa et Africa50

Née en 2022, l'initiative de partenariat entre Africa50 et la Commission de l'Uemoa ... • (Page 02)

Entretien avec Oleg Nesterenko

La guerre en Ukraine, c'est la guerre de la monnaie américaine

La guerre en Ukraine continue toujours de faire parler d'elle. Dans cet entretien avec L'Eclaireur, Oleg Nesterenko, président du CCIE passe au peigne ... • (Page 10)

Pauvreté au Kenya

L'inégalité de revenus augmente de 3,1%

L'inégalité de revenus au Kenya a augmenté de 3,1%, passant de 38,9% en 2021 contre 35,8% un an plus tôt, selon les données du Bureau national des statistiques du ... • (Page 04)

Taux de change du Fcfa XOF offert par

L'économiste

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	616.50	655.95	100.42	1.38	68.50	35.74	7.91	97.15	22.49	0.13

Financement des infrastructures communautaires

Vers un partenariat pluri-secteur entre la Commission de l'Uemoa et Africa50

Née en 2022, l'initiative de partenariat entre Africa50 et la Commission de l'Uemoa reste plus que jamais, d'actualité. Vendredi 09 juin 2023, le Président de l'organisation ouest-africaine, Abdoulaye Diop, s'est entretenu à Ouagadougou, avec Alain Ebobissé, Directeur général d'Africa50. Occasion de faire un focus sur les investissements prioritaires dans l'Union.

• Sylvestre TCHOMAKOU

Pour pleinement atteindre ses objectifs, la Commission de l'Uemoa fait de la diversification de ses partenariats, une priorité. Après octobre 2022 à Washington où ils ont pris l'engagement de concrétiser un partenariat entre leurs institutions, Abdoulaye Diop, Président en exercice de la Commission de l'Uemoa et Alain Ebobissé, Directeur général d'Africa50 se sont retrouvés en séance de travail, vendredi dernier. Déroulée en présence des Commissaires Jonas GBIAN, chargé du Département de l'Aménagement du Territoire Communautaire et des transports et Filiga Michel SAWADOGO du Département du Marché Régional et de la Coopération, cette séance de travail a permis aux deux parties de passer en revue les domaines prio-



ritaires de leur partenariat et, de discuter du projet de protocole d'Accord. Intervenant à l'occasion, le Président Diop s'est empressé de remercier son hôte pour l'intérêt manifesté à l'endroit du programme relatif aux Postes de Contrôle Juxtaposés au niveau des frontières des Etats Membres de l'Union. Il a également souhaité que le partenariat s'étende à d'autres secteurs notamment l'énergie, l'économie numérique, à travers la Stratégie de

Développement des Pôles Energétiques (SDPE) et le Programme Régional de Développement de l'Economie Numérique (PR-DEN). Au terme de la rencontre, il a été convenu de poursuivre et d'approfondir les échanges sur le Projet de Protocole d'Accord. À cet effet, une session se tiendra prochainement entre les services techniques des deux institutions.

Que retenir de Africa50 ?

Plateforme d'investissement, Africa50 est créée par des gouvernements africains et la Banque Africaine de Développement (BAD), pour combler le déficit de financement des infrastructures en Afrique. Elle a pour mission de mobiliser des financements des secteurs public et privé, de faciliter le développement de projets et d'investir dans les infrastructures sur le continent. Africa50 privilégie les projets de moyenne et grande envergure ayant un fort impact sur le développement de l'Afrique tout en proposant un rendement attractif aux investisseurs. L'initiative du partenariat entre la Commission de l'UEMOA et Africa50 est née lors d'une rencontre tenue en octobre 2022, en marge des Assemblées annuelles des institutions de Bretton Woods, à Washington. Des points focaux ont été désignés au niveau des deux institutions pour la poursuite des échanges qui ont abouti au projet de protocole d'accord.



AUX DECIDEURS...

Sauver Grand-Popo et les eaux béninoises !

Dans la vie des nations, il est des questions d'ordre existentiel dont la résolution ne devrait, en aucun cas, ramer ou lambiner. Mais, les eaux de Grand-Popo font, piteusement, exception. Depuis plusieurs années, n'en déplaise aux conventions sur le droit de la mer et sur la diversité biologique qui protègent et encadrent le régime juridique de la mer territoriale et de l'espace aérien subjacent, le Bénin, comme un spectateur impotent, assiste à la pollution de sa côte ouest, par le rejet des boues de phosphate de l'usine de KPEME au Togo et des déchets générés par les populations environnantes. Vieille de plusieurs années pour ne dire décennies, cette plaie, il est vrai, ne devrait pas causer de scission entre le Bénin et son voisin, le Togo. Mais, quand on sait que d'après plusieurs études scientifiques dont certaines ont été validées par le gouvernement, de graves atteintes sont portées à cet écosystème, et les effets sur les populations de Grand-Popo et environs vont grandissants, la politique du "laisser-continuer" de l'Etat béninois s'affiche comme un poison. Tenez ! En 2022, répondant aux questions des députés sur le sujet, le ministre du cadre de vie et du développement durable, José Didier Tonato avait avancé que les résultats de ces études ont révélé des atteintes graves à : « l'écosystème marin par d'une part, la contamination des ressources halieutiques par le cadmium et le fluor et d'autre part, la diminution constatée par les pêcheurs, des ressources halieutiques dans les eaux de la côte ouest d'Agoué à Grand-Popo ». Mieux, avançait-il devant les représentants du peuple, « la santé des populations dans cette zone menacée est marquée par le développement de la fluorose dentaire. (...) la dégradation de la qualité des eaux souterraines. (...) la pollution optique de l'eau de mer ». A tout ceci s'ajoute le fait que « les habitats aquatiques marins et côtiers subissent aussi des pressions venant de la pollution de phosphate ». Datant de plusieurs décennies, cette forme de pollution, à n'en point douter, met à mal la majorité des services écologiques attendus des écosystèmes aquatiques de cette zone affectée en particulier et de tout le sud Bénin en général. N'est-il pas temps de rompre avec la léthargie dans la gestion de ce dossier ? Au vu des multiples facteurs mis en danger dans ce phénomène, notamment les ressources halieutiques, la santé publique, l'habitat, etc., il est grand temps qu'une résolution efficace soit adoptée pour arrêter pour de vrai, ce désordre qui a assez duré. Cela va de l'intérêt de l'économie des populations de la zone, que dis-je, de l'économie béninoise en général. Aux autorités béninoises, s'il est bien de repenser la croissance démographique, il est meilleur et prestigieux de veiller au développement et au bien-être du capital humain existant.

Sylvestre TCHOMAKOU

Eco secret

Togo : hausse des indicateurs du port autonome de Lomé en 2021

Le Port autonome de Lomé (PAL) a enregistré une hausse de ses indicateurs en 2021, selon une note publiée par la plateforme située en Afrique de l'ouest. Les statistiques, il a été noté, une augmentation du tonnage global à 3.493.845 tonnes de marchandise en 2021, soit un taux de croissance de 14, 17% par rapport à 2020. Pour sa part, le transbordement a connu une augmentation de 15,30% entre 2020 (1.342.546 conteneurs) et 2021 (1.585.101 conteneurs). Le trafic conteneur a progressé de 14,72% soit une augmentation de 254.064 conteneurs, passant ainsi de 1.725.270 conteneurs.

Transformation numérique des économies africaines

La BOAD signe un accord-cadre avec Côte d'Ivoire Innovation 20

Ce jeudi 08 juin 2023, à Abidjan, Messieurs Moustapha BEN BARKA, Vice-président de la BOAD et Steven BEDI, Président de l'association Côte d'Ivoire Innovation 20 (Ci20), ont procédé à la signature d'un accord-cadre de coopération, en présence de Monsieur Amadou COULIBALY, Ministre de l'Economie Numérique de la République de Côte d'Ivoire.

• F.V.

Selon les dispositions de cet accord, la Banque et l'association Ci20 s'engagent à coopérer dans le cadre de toutes actions ou projets dans le domaine de la transformation numérique dans les Etats, où l'une ou l'autre Partie intervient.

De façon exhaustive, cette coopération portera sur (i) la réalisation de projets et de programmes de développement et de promotion du secteur de l'économie



numérique, en général ; (ii) la co-construction de véhicules financiers innovants au profit des Startups et des entreprises technologiques des Etats-membres ; (iii) l'accompagnement institutionnel et technique des programmes et opportunités créateurs de valeur, de revenus et d'emploi jeunes, proposés par le Ci20 ; (iv) la co-construction de clusters business, à fort impact social et environnemental. Ci20 a pour objet la promotion de l'économie numérique, de la Tech et du digital, comme leviers de création d'emplois jeunes ; la promotion de champions nationaux, des startups ivoiriennes et de l'UEMOA ; enfin, l'augmentation de la part de l'Économie numérique dans le PIB de la Côte d'Ivoire, faisant d'elle un pilote pour la région. Ce cadre général de coopération traduit la convergence des missions entre les deux parties et l'existence de points de synergie, offrant plus d'ampleur et d'impact à leurs actions en faveur des populations de la zone UEMOA.



Baromètres Bénin

Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources
Population	11,49 millions d'habitants	Statistiques mondiales (2018)
Densité de la population	100,17 habitants/Km2	Statistiques mondiales (2018)
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insaec), 2015
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)
Taux de natalité	36,40 ‰	Statistiques mondiales (2018)
Taux de mortalité	8,21%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)
Taux de mortalité infantile	55,68%	Statistiques mondiales (2015)

Référentiel		
Economie	Valeur	Sources
Croissance économique	6,7	BAD 2020
Pib par habitant	2415 \$	2018
Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insaec), 2019
Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017
Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)
Ratio de la dette publique au PIB (%)	26,2%	Décembre 2018
Balance commerciale	-165 milliards de francs CFA	Statistiques mondiales (2019)
Taux d'intérêt des dépôts au Bénin	6,49%	Statistiques mondiales
Bénin Taux moyen interbancaire à trois mois	5,76%	Trading economics
Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics

Pauvreté au Kenya

L'inégalité de revenus augmente de 3,1%

L'inégalité de revenus au Kenya a augmenté de 3,1%, passant de 38,9% en 2021 contre 35,8% un an plus tôt, selon les données du Bureau national des statistiques du Kenya (KNBS) publiées la semaine dernière.

● Julien COSTA

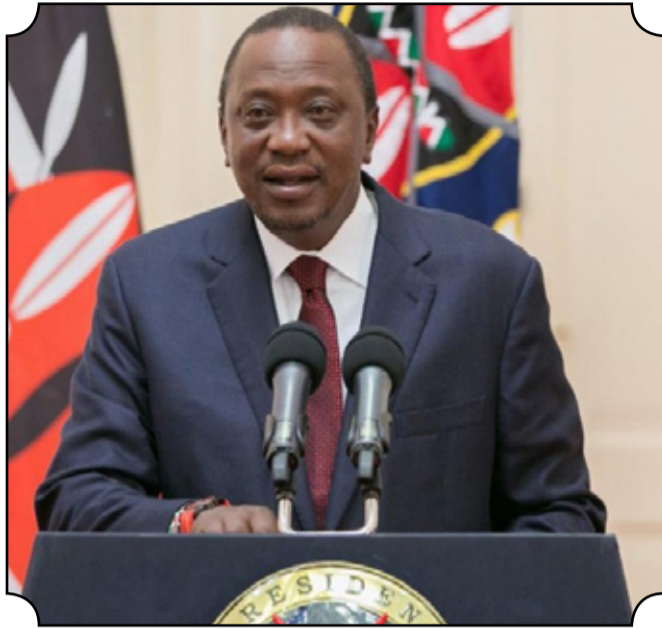
Les chiffres indiquent que la pauvreté dans ce pays industrialisé a considérablement accru depuis le Covid-19 et devrait atteindre des proportions alarmantes si le parlement venait à voter le projet de loi sur les finances qui augmenterait les taxes.

« Dans l'ensemble, le quintile le plus pauvre représente 7,4% de la consommation totale tandis que le quintile le plus riche représente 42,2 % de la consommation, ce qui implique des disparités importantes en matière de bien-être », a déclaré KNBS dans son rapport.

« Franchement, c'est comme si on vivait dans l'enfer. La vie devient de plus en plus intenable au jour le jour. Si des gens comme nous qui sommes de la soi-disant classe moyenne ne parvenons plus à nous en sortir dans ce marasme socio-économique, quid de ceux qui sont en bas de l'échelle ? se lamente Mercy, célibataire, mère de deux enfants et employée de banque.

En bas de l'échelle, on charge le nouveau gouvernement de tous les péchés d'Israël pour « avoir conduit le pays au bord du gouffre ».

« Ruto nous a trahis. Je regrette d'avoir voté pour



lui parce qu'il fait juste le contraire de ce qu'il avait dit pendant la campagne électorale. La vie n'a jamais été si dure au Kenya. Pourquoi ces personnes riches qui ne cessent de s'enrichir à notre détriment ne font rien pour nous aider ? », se plaint Sam, jeune diplômé qui faute d'un emploi décent, travaille comme serveur dans un restaurant.

L'écart entre les riches et les pauvres sur la base du coefficient de Gini s'est élargi, passant de 39,1% en 2016 à 40,7% en 2019, selon le journal « Business Daily ».

Augmentation des taxes en gestation

Dans un pays déjà meurtri par les inégalités sociales, la sécheresse et la corruption au sommet de l'Etat, bon nombre d'observateurs pensent qu'augmenter les

taxes serait synonyme d'enterrer les gens vivants, donc les envoyer à une mort précoce.

C'est ainsi que la Banque mondiale a averti le gouvernement de ne jamais emprunter cette route dangereuse qui risque d'affecter négativement le pouvoir d'achat des ménages à moyen terme.

« Cela devrait s'ajouter aux pressions inflationnistes actuelles en raison d'une augmentation des prix des produits de base, en particulier de la nourriture et du carburant, et signale également des temps plus difficiles à venir pour les entreprises qui font déjà face à une demande réduite en raison du coût élevé des marchandises », a prévenu la Banque mondiale dans un article publié dans le journal « The East African ».

Cinema

Le 28e FESPACO a offert 357 000 \$ en récompenses

Du 25 février au 04 mars, le Burkina Faso a accueilli le gotha du cinéma africain pour la 28e édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO). Quelques semaines après l'évènement, les organisateurs en ont présenté le bilan aux autorités. Lors de la 28e édition du FESPACO, l'évènement a offert 218 millions de FCFA, un peu plus de 357 000 \$, en récompenses. L'information a été rendue publique par

le ministère burkinabé de la communication, au terme du conseil des ministres tenu le 7 juin. « Le FESPACO 2023 a enregistré 1 200 films inscrits dont 170 retenus pour la sélection officielle, 401 séances de projection, 36 autres séances de projection en plein air sur plusieurs sites à Ouagadougou et à Kaya, dans le cadre du FESPACO hors des murs. Pour ce 28ème FESPACO, 218 000 000 F CFA ont été répartis au titre du Palmarès officiel et des prix spéciaux », informe le compte-rendu du conseil

des ministres. L'évènement a également accueilli, selon les informations fournies par le conseil des ministres, 2413 professionnels du cinéma et de l'audiovisuel, 1328 professionnels des médias nationaux et internationaux, 95 représentants de festivals et au total 22 200 personnes accréditées. Ces chiffres permettent de montrer l'envergure qu'a aujourd'hui l'évènement. A titre de comparaison, le Festival de Cannes pour sa 75e édition avait accueilli un peu plus de 12500 participants.

Ecofin

Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest

Les députés Béninois s'approprient le projet

La loi No 2004-23 du 25 mars 2005 portant régime juridique et fiscal harmonisé applicable au projet du Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest en République du Bénin sera bientôt modifiée. Ainsi en a décidé le gouvernement du Président qui, le vendredi 07 avril 2023, a envoyé à l'Assemblée nationale un projet d'amendement en vue de pallier les difficultés rencontrées dans sa mise en œuvre.

Dans le but de mieux s'acquitter de cette tâche, plusieurs députés de la 9e législature suivent depuis ce lundi 12 juin 2023 au Sun Beach Hôtel de Cotonou un séminaire d'imprégnation et d'appropriation organisé par la Commission du plan, de l'équipement et de la production présidée par l'honorable Lambert Agongbonon. Ledit séminaire dont la cérémonie d'ouverture a été placée sous l'autorité du Président Louis Gbèhounou Vlavonou bénéficie de l'appui technique et financier de l'Autorité du Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest et de la West african gas Pipeline Company limited (Wapco). Dans le mot introductif qu'il a prononcé, l'honorable Lambert Agongbonon a remercié le Président Louis Gbèhounou Vlavonou pour avoir autorisé l'organisation de ce séminaire et aussi pour avoir accepté présider sa cérémonie d'ouverture. Il n'a pas manqué de dire toute sa gratitude au gouvernement béninois, à l'Autorité du Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest et à la Wapco pour leur soutien technique et financier. Il a aussi mis l'accent sur les raisons qui sous-tendent l'organisation de ce séminaire et ce qui est attendu des participants. A la suite du Président Agongbonon, Mme HANAWA Chafari Kanya, Directrice générale de l'Autorité du gazoduc de l'Afrique de l'Ouest et sa collègue BURKETT Michelle, Directrice générale de la Société du gazoduc de l'Afrique de l'Ouest ont elle aussi dit toute leur admiration aux Parlementaires béninois dans le cadre de la mise en place et de la promotion d'un cadre législatif, réglementaire et fiscal applicable au projet du Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest... Elles ont dit fonder tout leur espoir sur les conclusions qui sortiront de ce séminaire de Cotonou pour l'atteinte des nobles objectifs que s'est fixé le projet Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest, notamment en ce qui



concerne le toilettage de la loi 2004-23 du 25 mars 2005 qui régissait le régime juridique et fiscal dudit projet. Ouvrant officiellement les travaux du séminaire, le Président Louis Gbèhounou Vlavonou a dit que « Les échanges (...) auront à coup sûr, un impact positif sur l'amélioration du système de fonctionnement du gazoduc du Nigéria, du Togo, du Ghana et surtout du Bénin ». « Ces échanges nous permettront, en outre, de matérialiser clairement notre désir commun de conduire et de gérer solidairement notre espace au sein de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) », a-t-il ajouté. En d'autres termes et selon le Président Vlavonou, « cette rencontre est l'expression de la vision du parlement de la CEDEAO qui œuvre pour l'engagement des Etats membres à vivre et à agir ensemble dans une logique de cohésion sous régionale, à l'effet d'appréhender et de relever conjointement les nombreux défis qui s'imposent à notre temps et à nos nations respectives ».

Une modification qui se justifie

De l'avis de tous les intervenants à la cérémonie d'ouverture de cet atelier, la modification du projet de loi portant régime juridique et fiscal harmonisé applicable au projet gazoduc de

l'Afrique de l'Ouest se justifie à bien des égards. En effet en 2004, la loi n° 2004-23 du 25 mars 2005 portant régime juridique et fiscal harmonisé applicable au projet du gazoduc de l'Afrique de l'Ouest en République du Bénin, a été adoptée par l'Assemblée nationale du Bénin. Elle avait pour objectif de régler la construction d'un pipeline de gaz naturel appelé gazoduc et d'assurer son transport à partir du Nigéria vers le Bénin, le Togo et le Ghana. Au fil du temps, cette loi a, dans son application, révélé des insuffisances auxquelles il fallait pallier. C'est ainsi que le vendredi 07 avril 2023, le gouvernement a envoyé un projet d'amendement de cette même loi au parlement pour examen et adoption afin de pallier les difficultés rencontrées dans sa mise en œuvre. Il s'agit notamment : du vandalisme sur le système de pipeline ; de la mise en circulation de faibles volumes de gaz ; de l'incapacité du principal client à respecter les obligations de paiement. C'est donc à ces différentes insuffisances ainsi énumérées que les députés réunis à Sun Beach Hôtel vont essayer d'apporter des solutions avant l'examen proprement dit et l'adoption du projet de loi envoyé au Parlement par le Gouvernement. Et pour y parvenir, plusieurs communications seront données. Elles porteront sur l'état des lieux du gazoduc de l'Afrique de l'Ouest ; l'apport du gazoduc dans la fourniture de l'énergie au Bénin ; le contenu du projet de loi, en l'occurrence, le bien-fondé des amendements proposés... La tâche s'annonce donc bien corsée. Et c'est pour cette raison que le Président Louis Gbèhounou Vlavonou a appelé ses collègues députés à se mettre résolument au travail afin que de la présente rencontre ressortent des amendements dont l'application assurera la renaissance des activités du gazoduc pour le mieux-être de toute la Communauté.



Zone CEMAC

Société Générale est autorisée à faire de ses salariés ses actionnaires

Société Générale a reçu l'approbation de la COSUMAF pour proposer deux plans d'action aux employés de ses filiales en zone CEMAC, l'un récompensant des performances spécifiques et l'autre aidant à établir un plan de retraite. Société Générale, un acteur majeur du secteur bancaire français, a reçu l'approbation de l'Autorité de surveillance des marchés financiers de la CEMAC (COSUMAF) mercredi 7 juin, pour permettre aux employés de ses filiales de la région de la CEMAC d'acquiescer des parts dans son capital. La banque propose deux opportunités distinctes. La première opération concernera un ensemble ciblé d'employés qui se verront offrir des actions pour une valeur totale de 156 millions FCFA (238 000 €). La seconde offre, en revanche, est ouverte à tous les employés du groupe à travers le monde, à condition qu'ils aient une ancienneté d'au moins trois ans. Dans chaque cas, les intéressés pourront contacter Société Générale Capital Securities Central Africa. Les taxes en vigueur dans chaque pays



de la CEMAC s'appliqueront à ceux qui souscriront à ces offres. Les objectifs de ces deux opérations sont différents. La première, axée sur la distribution d'actions gratuites, vise à récompenser des employés performants, bien que les critères précis de sélection n'aient pas été révélés. La seconde opération consiste en un plan d'épargne retraite pour les employés de Société Générale. Le second plan est le plus pertinent du point de vue financier. Les employés investiront une partie de leurs revenus en espérant que la valeur des actions de Société Générale augmentera avec le temps ou que le groupe distribuera régulièrement des dividendes, afin de constituer un capital retraite suffisant. Ces initiatives sont approuvées alors que Société Gé-

nérale a annoncé, ce jeudi 8 juin, avoir conclu un accord pour céder quatre de ses filiales en Afrique subsaharienne, dont trois en zone CEMAC (Congo, Guinée Equatoriale, et Tchad), à des groupes bancaires panafricains. La corrélation entre cette actualité et les opérations en faveur des employés de la région n'est pas encore claire. Cependant, les employés de la zone CEMAC pourraient arriver en retard sur ces opportunités. L'approbation du régulateur des marchés financiers locaux arrive près de huit jours après le début des souscriptions, selon des informations obtenues par l'Agence Ecofin. Pour l'attribution d'actions gratuites, cependant, les délais sont plus flexibles.

Ecofin

Nigeria

Arla Foods collabore avec le danois Viking-Genetics pour accroître sa production laitière

Au Nigeria, le lait est l'une des principales denrées alimentaires importées. Dans le pays, les principaux opérateurs de l'industrie misent sur l'amélioration de la génétique bovine pour réduire la facture des achats. Au Nigeria, le géant danois des produits laitiers Arla Foods a conclu un accord de collaboration exclusif avec son compatriote VikingGenetics, un fournisseur spécialisé dans les produits et solutions génétiques bovines, pour accroître la reproduction et la productivité de lait dans sa nouvelle ferme lancée à Kaduna. Selon les informations relayées par le quotidien local Business-Post ce partenariat permettra notamment à Arla Foods d'obtenir et d'utiliser dans son troupeau des semences sexées «X-Vik» provenant des races de taureaux améliorées par VikingGenetics et principalement conçues pour augmenter de 90 % les chances de procréer des veaux femelles. Par ailleurs, les races de vaches améliorées par VikingGenetics sont en mesure de produire



entre 30 à 40 litres de lait cru par jour, soit un rendement 18 à 25 fois plus élevé que celui des races locales qui tourne autour de 1,6 litre par jour. «Arla souhaite augmenter le rendement laitier des vaches et l'introduction de la génétique bovine nordique sur le marché nigérian peut débloquent une grande partie du potentiel inexploité de l'industrie laitière du pays. Ensemble nous avons sélectionné les bons taureaux pour atteindre cet objectif», a déclaré Seppo Niskanen, directeur des exportations chez VikingGenetics. «Avec ce projet, nous partageons nos connaissances, nous créons un marché éco-

nomiquement viable pour le lait local et nous montrons la voie pour l'avenir de l'élevage laitier nigérian», ajoute pour sa part Snorri Sigurdsson, directeur principal de l'approvisionnement et de la production de lait cru chez Arla Foods. Globalement, l'initiative devrait contribuer à terme à l'amélioration de l'offre en produits laitiers dans le pays qui dépend encore des importations pour couvrir plus de 75 % de ses besoins de consommation de lait qui sont évalués à plus de 2,2 millions de tonnes par an, selon les données officielles.

Ecofin

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.
Afrique de l'OuestSiège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMONA - 01 BP 3802 Abidjan
☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN

Adresse: Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2985 Cotonou
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

Modules de formation

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

Lieu de la formation : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou. Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

La participation aux formations est gratuite.

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB

Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39

NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA

Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste.**

L'économiste, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

L'économiste, le journal des décideurs

Formation

Comment devenir communicant, un métier dynamique aux multiples facettes

Dynamique et doué d'un grand sens du relationnel, le communicant est le porte-parole des marques et entreprises auprès de divers publics. Élément indispensable à toute entreprise ou entité publique, la communication est un domaine extrêmement vaste et passionnant, promettant à ceux qui souhaiteraient en faire partie une insertion rapide dans le monde du travail et des salaires attractifs. Voici l'essentiel de ce qu'il faut savoir pour vous former à ses nombreux métiers.

Une profession aux mille visages

Derrière le terme généraliste de communicant, on retrouve une palette de professions et de domaines d'intervention extrêmement variés. Ainsi, l'attaché de presse a pour mission de faire connaître une marque, une structure culturelle, un artiste, un événement, une entreprise ou une collectivité auprès des médias, en travaillant en interne ou au sein d'une agence spécialisée. Pour cela, il doit rédiger des communiqués et dossiers de presse, organiser des événements et conférences de presse, arranger des interviews et s'informer en continu. Interlocuteur privilégié des journalistes, mais aussi, de plus en plus souvent, des influenceurs, il travaille en étroite collaboration avec ceux-ci et doit savoir s'adapter à leurs besoins et demandes. Le chargé de communication, également appelé chargé de relations publiques, peut, quant à lui, mettre en œuvre d'autres actions en plus des communiqués qui restent la base du métier. C'est notamment lui qui conçoit tout le plan de communication, rédige les plaquettes et newsletters, organise des expositions, événements presse, colloques ou lancements de produits. Il peut aussi participer à l'élaboration de campagnes de pub ou d'un site web.

L'attaché(e) de presse a pour mission de faire connaître une marque, une structure culturelle, un artiste, un événement, une entreprise ou une collectivité – iStock Du fait de la place grandissante du web dans nos vies, un nouveau profil de communicant a par ailleurs émergé ces dernières années : le community manager, chargé de gérer une marque et de fédérer les communautés en ligne autour de celle-ci, notamment sur les réseaux sociaux (Instagram, Facebook, Twitter). Un poste très recherché et qui recrute massivement des jeunes. Dans



tous les cas, les horaires sont particulièrement chargés et peuvent exiger de travailler le soir ou le week-end. Les métiers de la communication ont l'avantage de vous permettre de vous orienter vers pratiquement n'importe quel domaine pour lequel vous ressentez une affinité, du luxe à la beauté en passant par la politique, la santé, la protection environnementale, les vins et spiritueux, l'humanitaire, la mode, l'automobile, l'art, le sport et l'agroalimentaire, pour n'en citer que quelques-uns.

Des formations du bac +2 au bac +5

Le domaine de la communication vous tente ? Vous avez le choix entre de nombreuses formations, courtes ou longues. Les cursus abordent généralement un apprentissage des bases, puis une phase de spécialisation. Si vous souhaitez entrer rapidement dans le monde du travail, vous pouvez ainsi opter pour un BUT (qui remplace l'ancien DUT) Information-communication ou un BTS Communication, afin d'acquérir les ficelles essentielles du métier. Après l'obtention de votre diplôme, vous aurez toutefois la possibilité de poursuivre avec une licence Information-communication, ou en licence pro Métiers de la communication. La licence Info-com est d'ailleurs accessible dès le bac. Vous pouvez opter pour un BUT (qui remplace l'ancien DUT) Information-communication ou un BTS Communication. Il sera ensuite possible de continuer vers un master en Info-com, à l'université ou au sein d'établissements réputés comme les IEP (instituts d'études politiques) ou le Celsa (l'École des hautes études en sciences de l'information et de la communication), pour pouvoir prétendre assez vite à des postes à haute responsabilité.

Et pourquoi pas le privé ?

Enfin, certaines écoles spé-

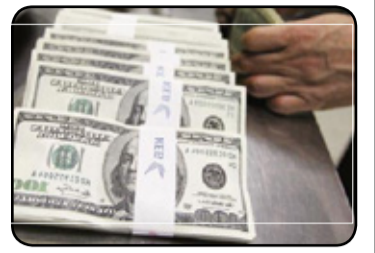
cialisées privées possèdent une excellente réputation et un vaste réseau d'anciens élèves qui peut aider à mieux s'intégrer sur le marché du travail. Parmi les plus connues, on compte notamment l'EFAP, l'Iscom et Audencia, qui recrutent du niveau bac au niveau bac +3. Si leur formation est de grande qualité, les frais de scolarité sont toutefois relativement élevés (entre 5.000 et 10.000 € par an) et ne sont donc pas à la portée de toutes les bourses. Enfin, comme il n'est pas obligatoire de posséder un diplôme en communication pour exercer dans ce milieu, sachez que beaucoup de professionnels se reconvertisent avec succès dans cette voie, sans avoir pour autant suivi de formation spécifique. C'est le cas par exemple de nombreux journalistes, qui grâce à leur solide expérience de l'écriture et du milieu, parviennent très bien à s'adapter. Vous l'aurez compris, pour réussir dans ce métier, mieux vaut être doté d'un excellent sens du relationnel. En effet, vous serez constamment amené à échanger avec une myriade d'interlocuteurs, des journalistes aux chargés de marketing en passant par le grand public, ce qui demande une certaine finesse afin de trouver le ton juste et de créer un lien de confiance au fil des années. Évidemment, votre expression, écrite mais aussi orale, doit être irréprochable, puisque votre parole est censée représenter positivement l'entreprise, l'organisation ou l'administration pour laquelle vous communiquez. Afin de développer des stratégies de communication originales et pertinentes, vous devrez aussi faire preuve de créativité, de curiosité et d'ouverture d'esprit. La maîtrise de l'anglais est aussi un plus. Enfin, dans un monde qui évolue à toute vitesse et où il vous faudra parfois faire face à des situations d'urgence, il est aussi nécessaire de se montrer particulièrement dynamique et réactif.

20minutes

Economie

La Turquie saisit 1 milliard \$ de faux billets à destination de l'Afrique

Lors d'une opération de ses forces de sécurité, la Turquie a réalisé la plus importante saisie de faux billets de son histoire. Cette somme destinée à être acheminée vers l'Afrique a été découverte dans un entrepôt à Istanbul. La gendarmerie turque a procédé à la saisie d'environ un milliard de dollars en faux billets destinés au marché africain. L'information



a été relayée par l'agence de presse Reuters, citant une source officielle. Cette saisie a eu lieu lors d'une opération qui s'est déroulée à Istanbul. Des billets en coupures de 100 \$ auraient été découverts dans un entrepôt du quartier Kagithane, et seraient destinés à être acheminés vers l'Afrique. Six personnes, dont un Ghanéen et trois Suédois ont été arrêtés et leurs domiciles ont été perquisitionnés. Considérée comme la plus importante saisie de faux billets de l'histoire de la Turquie, cette opération intervient dans un contexte où les pays africains souffrent d'une pénurie de financement alors que l'inflation reste à des niveaux élevés. Bien que les pays africains cibles n'aient pas été détaillés, l'injection d'une telle quantité de faux billets au sein d'économies marquées pour beaucoup par des pénuries de réserves en dollar peut entraîner de graves conséquences.

Afrique

Les start-up dirigées par des hommes captent plus de 97% des financements



Malgré la hausse continue des levées de fonds réalisées par les start-up africaines au cours des dernières années, les inégalités de genre restent très criantes. En 16 mois, les start-up dirigées par des femmes n'ont capté que 119 millions \$. Les start-up africaines ayant à leur tête des femmes ont réalisé des levées de fonds d'un montant

cumulé de 119,05 millions de dollars durant la période allant du 1er janvier 2022 au 30 avril 2023, selon un rapport publié le 7 juin par Disrupt Africa, une plateforme d'information spécialisée dans les écosystèmes tech en Afrique. Intitulé « Diversity Dividend : Exploring Gender Equality in the African Tech Ecosystem », le rapport précise que ce montant représente 2,9% du total des levées de fonds réalisées par les jeunes pousses du continent durant la période sous revue (4,05 milliards de dollars). Les start-up qui comptent au moins une femme dans leur équipe fondatrice ont levé 369,10 millions de dollars. Sur les 711 start-up qui ont levé des fonds entre janvier 2022 et avril 2023, 149 (21%) comptent au moins une femme dans leur équipe fondatrice alors 83 sont dirigées par des femmes (11,7%). Le Nigeria arrive en tête des pays d'origine des start-up comptant au moins une femme dans leur équipe fondatrice qui ont réussi à lever des fonds, devant le Kenya, l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Maroc, le Ghana et la Tunisie. Elaboré en collaboration avec Madica, un programme d'investissement de pré-amorçage qui cible les fondateurs sous-financés en Afrique, le rapport souligne que le paysage de la tech en Afrique est largement dominé par les hommes. Sur un total de 2395 pépites de la tech suivies par Disrupt Africa, 350 seulement (14,6 %) ont été fondées ou cofondées par des femmes tandis que 230 seulement (9,6 %) ont à leur tête des femmes.

Les « Big four » ne brillent pas pour leur mixité

Bien que les chiffres varient d'un pays à l'autre, le monde des start-up sur le continent est encore très loin de la parité. Aucun pays ne compte plus de 23% de femmes fondatrices. Les pays qui comptent le plus de femmes fondatrices ou cofondatrices sont, dans l'ordre, le Rwanda (22,5%), la Tunisie, le Sénégal, l'Éthiopie et l'Ouganda. Les quatre écosystèmes les plus développés du continent, qui sont connus sous l'appellation de « Big four » (Nigeria, Afrique du Sud, Kenya et Égypte) ne brillent pas pour leur mixité. Le rapport révèle par ailleurs que le secteur des technologies juridiques (legaltech) arrive en tête des secteurs qui comptent le plus de femmes fondatrices et cofondatrices (26,9%). Viennent ensuite la healthtech (22,1%), le recrutement et la gestion des ressources humaines (22%), l'ed-tech (17,8%) et le commerce électronique (17,3%). Disrupt Africa a d'autre part réalisé un sondage auprès des fondatrices et cofondatrices des start-ups africaines couvertes par le rapport. Il en ressort que 80,8% des sondées déclarent avoir perçu des préjugés à leur rencontre sur le plan professionnel parce qu'elles sont des femmes, alors que 50% affirment avoir perdu des opportunités professionnelles pour le même motif.

69,2% des fondatrices ont également indiqué qu'elles se sentent impactées négativement par le fait d'être une femme lorsqu'elles s'adressent à un investisseur potentiel.

Ecofin du 12 Juin 2023

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 9 juin 2023

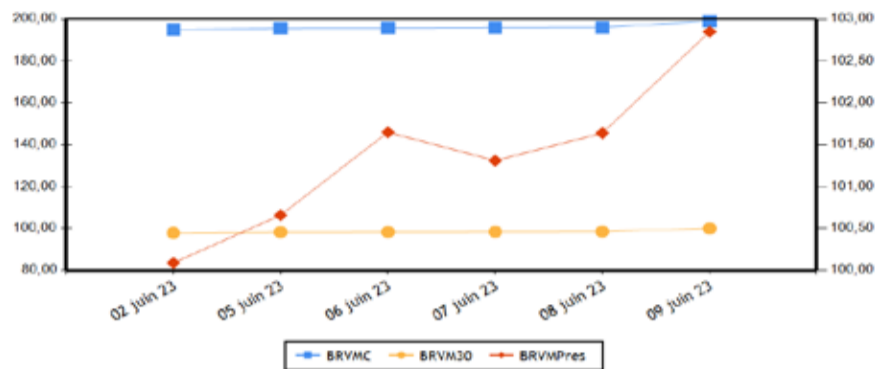
N° 109

BRVM COMPOSITE	198,94
Variation Jour	1,47 %
Variation annuelle	-2,11 %

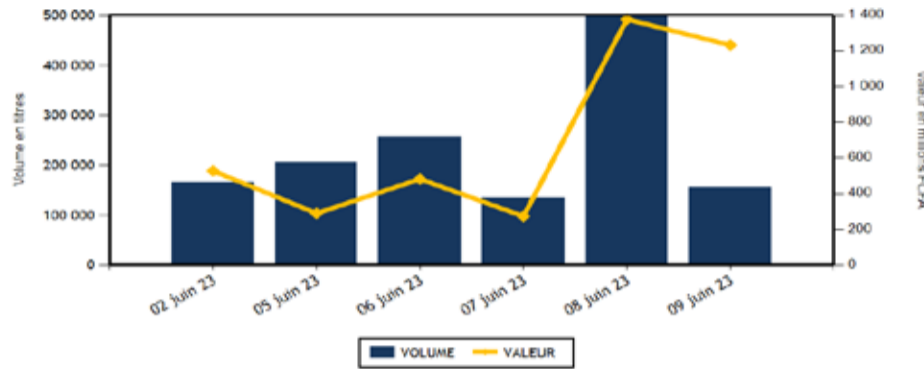
BRVM 30	100,03
Variation Jour	1,51 %
Variation annuelle	0,03 %

BRVM PRESTIGE	102,85
Variation Jour	1,19 %
Variation annuelle	2,85 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 401 192 265 626	1,47 %
Volume échangé (Actions & Droits)	118 019	-74,49 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	839 910 477	-19,84 %
Nombre de titres transigés	44	2,33 %
Nombre de titres en hausse	16	23,08 %
Nombre de titres en baisse	15	-6,25 %
Nombre de titres inchangés	13	-7,14 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 955	7,45 %	-7,51 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 360	4,21 %	-2,86 %
ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC)	9 950	4,19 %	-2,55 %
SETAO CI (STAC)	1 140	4,11 %	20,00 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	15 950	2,90 %	37,44 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 104 233 877 509	0,02 %
Volume échangé	38 858	6,98 %
Valeur transigée (FCFA)	392 463 030	19,29 %
Nombre de titres transigés	8	100,00 %
Nombre de titres en hausse	3	
Nombre de titres en baisse	3	200,00 %
Nombre de titres inchangés	2	-33,33 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
FILTISAC CI (FTSC)	1 100	-5,98 %	-31,25 %
SITAB CI (STBC)	6 015	-5,28 %	-12,19 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	4 970	-2,45 %	8,40 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 200	-2,44 %	-7,34 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	700	-2,10 %	2,94 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	102,85	1,19 %	2,85 %	83 228	699 935 707	6,23
BRVM-PRINCIPAL	36	94,71	1,29 %	-5,29 %	34 791	139 974 770	10,92

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	93,09	-1,28 %	-10,68 %	3 836	7 170 895	27,26
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	484,17	3,23 %	-1,03 %	44 114	599 655 125	9,09
BRVM - FINANCES	15	76,86	0,43 %	1,79 %	51 007	115 721 167	6,03
BRVM - TRANSPORT	2	328,58	-0,72 %	-3,84 %	1 023	1 372 300	5,23
BRVM - AGRICULTURE	5	231,12	-1,33 %	-18,49 %	14 341	111 052 110	4,77
BRVM - DISTRIBUTION	7	343,95	0,58 %	-4,07 %	3 693	4 933 180	11,91
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 406,63	4,11 %	20,00 %	5	5 700	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	8,73
Taux de rendement moyen du marché	8,26
Taux de rentabilité moyen du marché	9,11
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	122
Volume moyen annuel par séance	554 503,00
Valeur moyenne annuelle par séance	923 984 410,74

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	4,05
Ratio moyen de satisfaction	20,37
Ratio moyen de tendance	502,39
Ratio moyen de couverture	19,91
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	6,23
Nombre de SGI participantes	27

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des ratios de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'état

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tél : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



UCA
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN
 001 BP 8690 RP
 uca@ucasgi.com
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
 (229) 21 31 00 21
 www.ucasgi.com

SGI BENIN
 Carré 211 St Michel
 immeuble SGI-Bénin 01 BP
 4546 Cotonou.
 Tél : (229) 21 31 15 41
 21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES
 Groupe BMCE BANK
 BOA CAPITAL SECURITIES
 Siège BOA Benin,
 Boulevard de France
 Tel : (229)
 21315343/64182121

SOCIETE DE BOURSE
 AGI
 Immeuble de l'Africaine des Assurances
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration
 01 BP 8668 RP Cotonou
 contact@agi-agi.com
 +229 21318733
 +229 21316066

AFRICABOURSE
 Avenue Steinmetz Face
 Immeuble Air Gabon 01 BP
 6002 COTONOU BENIN
 Tél : (229) 21 31 88 35 /
 21 31 88 36

BIFC Financial Services
 Société de gestion et d'intermédiation
 Boulevard Saint Michel
 Immeuble Agence BIFC Dantokpa
 01 BP. 7700 Cotonou
 Tél. +229 21324875
 Tél. +229 21324876
 sgibfs@biic-financialservices.com

Quelques pharmacies à Cotonou

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANJI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	6EME
13	JERICO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	7EME
16	AMEN	63016565/67309529	
17	MARINA	94018724	8EME
18	SAINT GABRIEL	95605656	9EME
19	KINDONOU	21380115	10EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	11EME
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	12EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	13EME
25	SAINT LOUIS	95859686	
26	LES PYLONES	66826813/95924231	
27	LULI LULI	98656060	

Jours du marché Dantokpa

Jun 2023
Jeudi 01 Jun 2023
Lundi 05 Jun 2023
Vendredi 09 Jun 2023
Mardi 13 Jun 2023
samedi 17 Jun 2023
Mecredi 21 Jun 2023
Dimanche 25 Jun 2023
Jeudi 29 Jun 2023

Taux de change

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	652,73
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	775,87
Naira (NGN - Nigeria)	1,57
Cedi (GHS - Ghana)	80,69
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	38,18
Yen (JPY)	4,7
Yuan (CNY)	97,15
Rouble russe (RUB)	10,44
Franc Suisse (CHF)	665,26
Franc Guinéen (GNF)	0,07
Roupie indienne (INR)	8,2
Droits de tirage spéciaux (FMI)	856,57
Or (XAU)	1131857,00
Argent (XAG)	12480,68

Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	800
Piment vert (gbataki)	Tongolo	500
Tomate fraîche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	350
Sel marin importé	Tongolo	350
Sucre en morceau	Paquet	600
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1400
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1200
Lait concentré non sucré Peak	250g	450
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	300/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	300/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 13/06/ 2023

Cours des matières Premières du Mardi 13 Juin 2023

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Or	Août 2022	1.731,95	-10,35	-0,59%	21:17:03
XAU/USD		1.733,77	-8,57	-0,49%	21:17:32
Argent	Sept 2022	19,067	-0,169	-0,88%	21:17:11
Cuivre	Sept 2022	3,4242	-0,0978	-2,78%	21:17:32
Platine	Oct 2022	857,90	-24,90	-2,82%	21:17:32
Palladium	Sept 2022	2.137,50	-19,10	-0,89%	21:17:01
Pétrole brut WTI	Août 2022	103,61	-1,18	-1,13%	21:17:32
Pétrole Brent	Sept 2022	106,57	-0,45	-0,42%	21:17:32
Gaz naturel	Août 2022	6,429	+0,395	+6,55%	21:17:14
Fioul	Août 2022	3,7730	+0,1001	+2,73%	21:17:28
Essence RBOB	Août 2022	3,4612	+0,0141	+0,41%	21:17:28
Gasoil Londres	Août 2022	1.123,00	+49,50	+4,61%	21:17:26
Aluminium		2.380,00	-72,00	-2,94%	19:25:38
Zinc		3.049,50	-32,00	-1,04%	19:27:17
Nickel		21.880,00	+132,50	+0,61%	19:55:12
Cuivre		7.611,00	-179,00	-2,30%	19:30:02
Blé américain	Sept 2022	855,30	-35,70	-4,01%	20:20:06
Riz Paddy	Sept 2022	16,532	+0,077	+0,47%	20:20:06
Maïs américain	Sept 2022	635,00	+1,75	+0,28%	20:19:59
Soja américain	Août 2022	1.519,12	+6,12	+0,40%	20:19:57
Huile de Soja américaine	Déc 2022	61,28	+0,79	+1,31%	20:19:56
Farine de soja	Déc 2022	400,10	-3,60	-0,89%	20:20:06
Coton américain	Déc 2022	94,88	-0,75	-0,78%	20:20:01
Cacao américain	Sept 2022	2.378,00	+60,00	+2,59%	19:29:00
Café US C	Sept 2022	212,92	-7,53	-3,42%	19:30:04
Café de Londres	Sept 2022	1.968,00	-2,00	-0,10%	18:30:07
Sucre américain	Oct 2022	18,92	-0,10	-0,53%	18:59:00
Jus d'orange	Sept 2022	164,18	+0,63	+0,39%	20:00:07
Bétail	Août 2022	136,30	+2,35	+1,75%	20:04:59
Porc	Juill 2022	113,18	+0,32	+0,29%	20:04:57
Bovins d'engraissement	Août 2022	174,96	+2,48	+1,44%	20:05:04
Bois de construction	Juill 2022	663,00	+4,00	+0,61%	20:39:44
Avoine		486,10	+1,90	+0,39%	20:19:17

Prix des produits hydrocarbures et gaz

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » du Mardi 13 Juin 2023

Les marchés locaux qui s'animent par huitaine

Départements	Lieux	Noms	Jours
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche
	Ségbana	Ségbana	dimanche
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi
	Malanville	Malanville	samedi
	Karimama	Karimama	vendredi
		Matéri	Matéri
Tanguiéta		Tanguiéta	lundi
Cobly		Cobly	mercredi
	Gaouga	Gaouga	mardi
	Kassoua	Kassoua	mardi
Mono	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi
	Agoué	Agoué	mercredi
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche
	Massi	Massi	dimanche
	Agouna	Agouna	mardi
	Ikémon	Ikémon	mercredi
Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche
	Bembéréké	Bembéréké	jeudi
	Kalalé	Kalalé	jeudi
	Tchaourou	Tchaourou	lundi
	Tchikandou	Tchikandou	mardi
	Fô-Bouré	Fô-Bouré	mercredi
	Sokka	Sokka	mercredi
	Parakou	Azeke	samedi
	N'Dali	N'Dali	samedi
	Dunkassa	Dunkassa	vendredi
Collines	Ouèdèmè	Ouèdèmè	dimanche
	Ouessè	Ouessè	jeudi
	Gobada	Gobada	lundi
	Savè	Savè	lundi
	Tchetti	Tchetti	lundi
	Glazoué	Glazoué	mercredi
Donga	Lahotan	Lahotan	mercredi
	Bénin	Bénin	jeudi
	Tokotoko	Tokotoko	lundi

Prix du litre d'essence dans les pays africains en 2023:

1.Libye : 19,01 FCFA	14.Sao Tomé et Principe : 642,44 FCFA	26.Namibie : 754,54 FCFA	37.Guinée : 855,50 FCFA
2.Angola : 195,35 FCFA	15.Benin : 650 FCFA	27. Guinée-Bissau : 760 FCFA	38.Mali : 881,72 FCFA
3.Algérie : 205,19 FCFA	16.Ethiopie : 654,24 FCFA	28.Afrique du sud : 761,38 FCFA	39.Sénégal : 890,90 FCFA
4.Egypte : 267,47 FCFA	17.Soudan : 659,49 FCFA	29.Côte d'ivoire : 775 FCFA	40.Kenya : 892,21 FCFA
5.Nigeria : 278,61 FCFA	18.Mauritanie : 681,77 FCFA	30.Ghana : 780,11 FCFA	41.Djibouti : 898,11 FCFA
6.Tunisie : 499,59 FCFA	19.Sierra Leone : 685,71 FCFA	31.Lesotho : 780,11	42.Zambie : 899,53 FCFA
7.Tchad : 518,54 FCFA	20.Togo : 700,79 FCFA	32.Madagascar : 812,23 FCFA	43.Rwanda : 909,25 FCFA
8.Niger : 557,22 FCFA	21.Botswana : 705,37 FCFA	33.Cap-vert : 826,65 FCFA	44.Burundi : 963,66 FCFA
9.Gambie : 590 FCFA	22.Tanzanie : 744,71 FCFA	34.Mozambique : 837,14 FCFA	45.Seychelles : 994,47 FCFA
10.Gabon : 605 FCFA	23.Libéria : 734,87 FCFA	35.Maroc : 844,35 FCFA	46.Ouganda : 1022,01 FCFA
19. Zimbabwe : 624,82 FCFA	24.Comores : 750 FCFA	36.RDC : 853,53 FCFA	47.Maurice : 1035,12 FCFA
11.Congo : 625 FCFA	25.Burkina Faso : 750 FCFA		48.Malawi : 1048,23 FCFA
12.Cameroun : 630 FCFA			49.Érythrée : 1311,10 FCFA
13.Somalie : 635,89 FCFA			50.République centrafricaine : 1.500 FCFA

HOROSCOPE finance

Bélier Moment rêvé pour signer des contrats, pour acquérir des biens, ou encore pour effectuer des transactions financières ou immobilières. En tout cas, vous pourrez améliorer votre situation matérielle de façon spectaculaire.

Taureau

Vous risquez de connaître quelques difficultés financières, et vos rentrées diminueront comme par enchantement. Vous serez donc contraint de tenir serré les cordons de votre bourse, et plus que vous ne le voudriez. Mais vous pourriez même prendre goût à un mode de vie plus austère.

Gémeaux

Avec cet aspect de Neptune, vous devrez rester vigilant concernant vos finances, vous méfier des mauvais choix et réfléchir longuement avant de signer le moindre contrat ou le moindre engagement. Mais avec Jupiter bien aspecté, il est tout à fait possible qu'après bien des inquiétudes, vous ayez droit à un coup de chance ou à un redressement spectaculaire.

Cancer La Lune influençant un de vos secteurs financiers indique un risque de stagnation, voire des difficultés, liées par exemple à un surendettement. Il faudra rester prudent et serrer les cordons de la bourse.

Lion

Avec le Soleil illuminant votre secteur argent, vous aurez sans doute l'opportunité d'améliorer vos revenus. N'hésitez pas à demander une prime quelconque si vous estimez la mériter. Si vous avez du mal à équilibrer votre budget, demandez de l'aide à vos proches ; ils seront ravis de vous donner un coup de main. Autre solution : allez voir votre banquier ; il sera de bon conseil et vous aidera à mieux gérer votre budget.

Vierge

La situation financière devrait se stabiliser. Tous ceux d'entre vous, et notamment ceux du premier décan, qui ont dû affronter dernièrement une situation pécuniaire difficile vont pouvoir rééquilibrer leur budget.

Balance

L'action simultanée de plusieurs planètes amènera de la chance dans les placements à long terme et les investissements immobiliers aujourd'hui. A vous de savoir en profiter ! Ce serait dommage rater le coche par paresse ou étourderie.

Scorpion

Fiez-vous à votre intuition pour vos placements et spéculations diverses. Vous aurez tout le pouvoir de persuasion souhaitable dans ce domaine, et vos transactions pourront en bénéficier de manière remarquable.

Sagittaire

Avec la configuration astrale de ce jour, ce sera le moment idéal pour consolider votre situation matérielle, réaliser des transactions immobilières profitables, préparer votre retraite ou assurer l'avenir des vôtres. Vous voyez, "il n'y a pas que des épines sur les rosiers, il y a aussi des roses" (Thai Hoa).

Capricorne

Les opportunités financières qui vous ont échoué dernièrement se feront plus rares. Neptune vous portera encore chance. Mais restez prudent, car cette planète pourrait vous rendre trop optimiste. Attention, donc, à ne pas continuer à croire au Père Noël, et à ne pas accorder votre confiance à n'importe qui.

Verseau

Cette journée marquera une nette amélioration de votre situation matérielle. Vous pourrez effectuer des transactions profitables, à condition toutefois de choisir des placements sûrs. Une rencontre se révélera très utile.

Poissons

Tout ira bien sur le plan financier si vous restez très prudent et évitez les dépenses inutiles. Mais si vous cédez aux tentations, vous ne pourrez éviter de subir le contrecoup de l'impact négatif de Pluton. Ce ne sera pas non plus le moment de prendre des décisions financières importantes, qu'il s'agisse d'achat, de vente ou de placements.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkodji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistebenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Rock AMADJI

(Correspondant Zou-Collines)

Rédacteur en chef

Falco Vignon

Emmanuel AKAKPO

(Br Atacora-Donga)

Issa SIKITI DA SILVA

(Correspondant RDC)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO

(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOINDJI

Bidossessi WANOU

(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Franck Vial, correspondant

France de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(69190880)

Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON

(62323855)

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU

(Br. Borgou/Alibori)

Entretien avec Oleg Nesterenko

La guerre en Ukraine, c'est la guerre de la monnaie américaine

La guerre en Ukraine continue toujours de faire parler d'elle. Dans cet entretien avec L'Eclaireur, Oleg Nesterenko, président du CCIE passe au peigne fin ce conflit dont la fin est incertaine.

L'Eclaireur : Quelles sont les raisons qui ont poussé les Russes à intervenir militairement en Ukraine, et quelles en sont les causes profondes ?

Oleg Nesterenko : En parlant des raisons qui ont poussé les Russes à intervenir militairement en Ukraine, les causes profondes et les éléments déclencheurs sont souvent confondus, surtout dans la presse occidentale. Les éléments déclencheurs, on les prend pour les causes. Quant aux causes, on n'en parle même pas ou on raconte un peu n'importe quoi. Il est important de les distinguer les unes des autres. Il y a deux principaux éléments déclencheurs interdépendants. Le premier, c'est le coup d'Etat à Kiev en 2014. Sans ce renversement anticonstitutionnel du pouvoir, l'Ukraine vivrait aujourd'hui en paix. Sans ce coup d'Etat, dont on a des preuves tangibles que les États-Unis d'Amérique étaient derrière avec l'aide de leurs suppléants européens, il n'y aurait pas la guerre que nous vivons actuellement. Il est important de souligner qu'avant cet événement de 2014, ni la Crimée, ni la région du Donetsk, ni la région du Lougansk n'avaient la moindre intention de se séparer de l'Ukraine. En Crimée, je n'ai jamais entendu personne, ni parmi les simples habitants, ni parmi les hauts responsables dans les cercles fermés, parler de la possibilité ou nécessité de se séparer de l'Ukraine et de rejoindre la Russie. Il n'y avait aucune raison de le faire. Et même plus tard, dans le cadre des accords de Minsk, l'idée de la séparation de l'Ukraine des régions de Lougansk et du Donetsk n'était nullement prévue, ni même soulevée. C'est le supplément de l'autonomie vis-à-vis du pouvoir central de Kiev qui était le sujet de l'accord, en commençant par l'autonomie linguistique : le droit des habitants de l'est de l'Ukraine de parler et d'utiliser leur langue natale, langue qu'ils souhaitent et non pas celle imposée par le nouveau pouvoir portant une légitimité plus que discutable. Le second point déclencheur de la guerre en Ukraine, c'est le massacre d'Odessa de 2014 dont en France on ne parle pas beaucoup. La propagande locale cherche à occulter ce fait majeur. Il est beaucoup trop gênant. Quand le coup d'Etat a eu lieu à Kiev et que les ultra-nationalistes, soutenus directement par les États-Unis, sont arrivés au pouvoir, les parties de l'Ukraine qui sont russophones et traditionnellement pro-russes - les régions du Donbass, la Crimée, l'Odessa, Nikolaïev, Kharkov russophones - se sont soulevées. Et quand les extrémistes sont venus à Odessa pour réprimer les manifestations parfaitement pacifiques des habitants, ils sont venus armés pour tuer. Officiellement, il y a eu 48 morts. Réellement - certainement davantage. Et cela n'était pas des morts abstraits, victimes d'un accident quelconque. Ce sont les habitants d'Odessa qui ont été massacrés par des ultranationalistes et néo-nazis venus des régions de l'ouest de l'Ukraine traditionnellement russophone. Et ces habitants ont été massacrés avec une énorme sauvagerie (violés et, ensuite, étranglés, brûlés vifs, ...) pour leur refus d'accepter le nouveau pouvoir qui n'a jamais été élu par personne. Les habitants des régions pro-russes ont été profondément traumatisés par cette tuerie, davantage même que par les événements à Kiev, car, cette fois-ci, cela s'est passé chez eux et pouvait se reproduire à n'importe quel moment. J'étais en Crimée en 2014 et je me souviens parfaitement des habitants disant "c'est totalement exclu que ces dégénérés viennent chez nous".

Bien que la quasi-intégralité des auteurs du massacre d'Odessa soit parfaitement connue - il y a une grande quantité de témoignages, des photos et des vidéos avec les visages non dissimulés des participants à la tuerie - pas un seul n'a été ni arrêté, ni même inquiété par le nouveau pouvoir ukrainien. Ceci est le début, le fondement de la nouvelle « démocratie » ukrainienne tant admirée par des masses crédules et manipulés en Occident. Ainsi, après les proclamations d'indépendance des régions de la Crimée et du Donbass vis-à-vis de l'Ukraine qui ont été facile à réaliser, vu qu'au moins les trois-quarts des populations concernées étaient farouchement opposés au nouveau pouvoir qui s'est fait installer à Kiev les événements à Odessa n'ont fait que reconfrimer le bien-fondé de la séparation.



Comment expliquer l'immixtion des États-Unis et de l'Union européenne dans des affaires qui auraient pu rester somme toutes régionales ?

Parce que les vraies causes profondes de ce conflit sont toutes autres. Ces vraies raisons, il faut aller les chercher du côté des États-Unis. Il faut même oublier l'Ukraine parce qu'en fait, elle n'y est pas pour grand-chose. Ce ne sont pas les Ukrainiens qui ont décidé ou décident de quoi que ce soit. Ils sont juste des exécutants et des victimes dans un grand jeu qui les dépasse grandement. Avant de parler des vraies causes profondes de ce conflit et du rôle sous-jacent de l'occident collectif, il est important de dire quelques mots sur le rôle de la base navale russe en Crimée, à Sébastopol. Le rôle non pas dans le cadre des événements du février 2022, mais de mars 2014. On a beaucoup parlé de Moscou qui avait l'intention de protéger les populations russes et pro-russes. C'est vrai. C'est une raison humaine. Mais, géopolitiquement, la raison clé de la reprise de la Crimée était la base navale de Sébastopol. La base navale de Sébastopol est un élément stratégique pour la défense de la Fédération de Russie. Celui qui contrôle la base navale de Sébastopol contrôle la mer Noire. C'est aussi simple que cela. Pour le Kremlin, il était donc inconcevable que les Russes qui s'y trouvent depuis toujours, et non pas que depuis 1991, soient chassés et qu'à leur place il y ait des navires de l'Otan et que les États-Unis s'y installent. Car c'était bien le projet occidental.

Ce port représente-t-il une quelconque stratégie pour l'Ukraine ?

La base navale de Sébastopol n'a aucune valeur stratégique, voir existentielle pour l'Ukraine. L'Ukraine n'a jamais été et ne sera jamais une puissance navale. Les forces navales ukrainiennes aujourd'hui sont, tout simplement, inexistantes. Sans parler de la présence des Russes qui n'était pas gratuite. La Russie payait chaque année la location du port. C'était donc plutôt bénéfique pour Kiev de louer la base aux Russes. En revanche, pour l'Otan, c'est un point plus que stratégique. La prise du port de Sébastopol aurait vraiment été une grande victoire géopolitique. Pour Moscou, c'était donc un élément existentiel de ne jamais permettre l'accès à des forces ennemies à la base de Sébastopol. Après l'entrée en 1952 de la Turquie dans l'OTAN et, ensuite, l'absorption de la Roumanie et de la Bulgarie en 2004, la géostratégie de l'alliance atlantique était et est toujours d'absorber l'Ukraine et la Géorgie en claustrant les forces navales russes dans le port de Novorossiysk - seule base navale restante en eaux profondes, et, ainsi, faisant de la mer Noire la mer interne de l'OTAN. Malgré les mensonges répétés au fil des années, c'est exactement cela qui a été projeté et dont l'unique cible était bien la Russie. Et ceci même depuis les années 1990 quand les relations Russie-occident étaient à leur plus haut niveau depuis 1944 ; à l'époque, le pouvoir de Moscou était encore très ouvert et trop naïf vis-à-vis des intentions de l'occident collectif américano-centrique.

L'Ukraine ne serait donc qu'un pion et l'Europe une sorte d'échiquier ?

Malheureusement, c'est exactement le cas. Et les responsables à Kiev sont parfaitement au courant de la situation. Je ne crois pas une seule seconde que Zelensky et son entourage ne soient pas conscients du rôle réel qui est le leur. Pour revenir aux raisons profondes de la guerre en Ukraine, il n'y a pas une, mais trois raisons clés. C'est, d'une part, la volonté de continuation de la domination mondiale par le système monétaire américain, donc le dollar. La guerre en Ukraine, c'est, avant tout, la guerre de la monnaie américaine (à suivre dans notre second volet).

La deuxième raison, c'est la réduction maximale des relations économiques entre la Russie et l'Union Européenne. Ce n'est pas la Russie, mais l'Union Européenne qui est le concurrent majeur des États-Unis sur le marché mondial. Diminuer la compétitivité des européens en les privant d'un des éléments majeurs de la régulation du coût de revient de leur production industrielle qui est l'énergie russe bon marché était l'un des éléments clés de la politique étrangère américaine. La troisième raison, c'est la volonté de l'affaiblissement significatif de la Russie et donc de ses capacités d'intervention vis-à-vis du futur conflit majeur qui aura inévitablement lieu entre les États-Unis et la Chine et dont la Russie est « la base arrière » énergétique et alimentaire de cette dernière. Quand la phase active des hostilités sino-américaines verra le jour, sans la Russie derrière, l'économie de la Chine sera condamné.

Comment expliquer que les Américains n'aient pas essayé (s'ils n'ont pas essayé) de déstabiliser la Russie en interne comme ils l'ont fait en Ukraine ?

Ce mode opératoire fait partie de leur doctrine. En Ukraine ils ont réussi, mais il ne faut pas oublier qu'au préalable, ils ont déjà fait exactement la même chose en Géorgie, en 2003, où ils ont parfaitement réussi le coup, et ont essayé de reproduire le même scénario et en Biélorussie et au Kazakhstan, entre autres. Cela n'a pas marché en grande partie grâce aux soutiens de la Russie aux pays visés. Bien évidemment qu'ils ont essayé de déstabiliser la Russie de l'intérieur. Et, de leur point de vue, ils ont parfaitement raison de le faire, car la seule et unique possibilité de faire effondrer la Russie, c'est de l'intérieur. Non seulement ils l'ont essayé, mais ils continuent d'essayer. Sauf que le mode opératoire de l'adversaire est parfaitement connu et les structures de la sécurité interne du pays sont bien adaptées pour lutter contre la menace.

La Russie n'est pas la Géorgie, et encore moins l'Ukraine, compte tenu de sa puissance et de ses structures politiques très largement soutenues par la population. La Russie est beaucoup plus stable.

La Russie n'a-t-elle pas néanmoins sous-estimé la capacité de résistance des Ukrainiens ?

Rappelez-vous les expertises, sérieuses, qui ont été faites sur la capacité de l'Ukraine à maintenir la résistance contre la Russie. A l'époque, juste avant le déclenchement, il était estimé que l'Ukraine ne pouvait tenir qu'un temps très limité face à la Russie.

Contrairement aux informations développées dans les mass médias occidentaux et malgré les événements que l'on observe sur le terrain depuis plus d'un an, j'aimerais souligner que ces experts qui ont prévu que l'Ukraine ne pourrait résister qu'un temps limité n'ont eu nullement tort. Ils ne se sont nullement trompés dans leurs prévisions.

Mes paroles peuvent paraître étonnantes vis-à-vis de ce qu'on observe depuis plus d'un an. Pourtant il n'y a pas à s'étonner. Il ne faut jamais oublier que le déclenchement de la phase active des hostilités a eu lieu fin février 2022 et que déjà fin mars 2022, il y a eu des pourparlers à Istanbul entre l'Ukraine et la Russie. Pour quelles raisons une partie qui se sent forte et qui sait qu'elle a encore des capacités considérables de résistance se mettrait-elle autour d'une table de négociations pour convenir d'une forme de reddition ? Ça n'arrive jamais ainsi. Les Ukrainiens se sont mis autour d'une table de négociation étant conscients que leurs capacités de résistance étaient très limitées.

Suite dans la prochaine parution

Retombées du Congrès ordinaire de N'dali

La FBF veut lever plus de 4 milliards pour relancer le football

Mathurin de Chacus et son comité exécutif se fixent un nouveau cap de relance totale du football béninois. Ce nouveau départ a été pris lors du dernier congrès tenu à N'Dali.

● **Belmondo ATIKPO**

Quelques jours après la tenue du congrès ordinaire de N'dali, la Fédération Béninoise de football s'est déjà mise au travail pour la mobilisation des 4 milliards et surtout la mise en place des infrastructures sportives. La semaine passée, le comité exécutif de la FBF avec à sa tête Mathurin de Chacus était en visite de terrain à Lokossa sur le site de 13 hectares qui abrite le centre de formation des footballeuses en construction. Les membres du comité ont exprimé tout leur satisfecit pour l'avancement des travaux. Le Secrétaire Général de l'institution, Claude Paqui a fait un bon constat de l'évolution des travaux. " Les travaux avancent à grands pas. Nous nous réjouissons de noter des avancées notables et d'ici peu ce joli



centre sera disponible pour former les futures élites du football féminin", a laissé entendre Claude Paqui. Ce centre de référence s'inscrit dans le plan stratégique de développement du football fortement exprimé à N'dali le 31 mai dernier. Les clubs de la première division chez les hommes et les dames vont aussi bénéficier cette saison de subventions intéressantes pour faire face

aux dépenses. Il y aura une place de choix dans la formation des jeunes, des entraîneurs, des arbitres dans le cadre du plan de redressement du football béninois prôné par la Fédération Béninoise de football lors du congrès de N'dali. La rencontre de N'dali est le point de départ " d'une nouvelle épopée du football béninois ", a dit Mathurin de Chacus en signe d'espoir.

Championnat national de football (D1)

Coton Fc de Ouidah, sacré champion une deuxième fois

Coton football club de Ouidah est sur la première marche du podium de la super ligue pro de football saison (2022-2023). Cette équipe née de la dernière pluie, est couronnée pour une deuxième année consécutive.



● **Belmondo ATIKPO**

Les "vert-blanc" de Ouidah (Coton Fc) ont à nouveau brisé le plafond de verre du football national. Les cotonculteurs, éclatants de couleur, trônent en maîtres absolus sur le championnat national de football, première division. Pour ce faire, le club du fils du Président de la République a damé le pion à ses challengers directs comme Loto-Popo, Ayéma,

Dadjé, ASPAC (Association du Port Autonome de Cotonou). Désormais au palmarès du championnat national de football, Coton Fc succède à lui-même. Un parcours élogieux pour ce club qui est né il y a à peine cinq ans. Le dauphin de Coton n'est rien d'autre que Loto-popo de la Loterie Nationale du Bénin. Les Popo boys occupent la deuxième place. Les protégés de Lionel Talon et ceux de Gaston Zossou, Directeur Général

de la Loterie, vont représenter le Bénin à la coupe CAF. Coton Fc va défendre les couleurs du Bénin à la ligue africaine des champions. Tandis que Loto-popo sera l'hôte du Bénin à la Coupe de la Confédération.

Sam Nelly est championne chez les dames

C'est fait ! Chez les dames également on connaît la championne. Il s'agit de Sam Nelly d'Avrankou. Les filles d'Avrankou qui totalisent 16 points au terme des play-offs ont su chiper la première place à Éternel Fc d'Akpakpa, sacré champion la saison dernière mais classé deuxième cette saison. C'est donc l'épilogue pour les différents clubs engagés en championnat. Les joueurs et joueuses vont aller en vacances pour faire reposer les muscles pour un moment

Fête nationale de la Fédération de Russie

La Russie et le Bénin célèbrent une diplomatie agissante

L'ambassade de Russie près le Bénin a célébré, lundi 12 juin 2023 à Cotonou, la 33^e édition de sa fête nationale. Une délégation gouvernementale conduite par le Secrétaire général du ministère des affaires étrangères, Erick Jean-Marie ZINSOU a pris part à la célébration sous la houlette de l'ambassadeur de Russie près le Bénin et le Togo, Igor Evdokimov.

● **Bidosessi WANOU**

Le 12 juin 1990, le Parlement russe démocratiquement élu proclamait l'indépendance de la Russie vis-à-vis de l'URSS, affirmant la suprématie de la Constitution et des autres lois du pays. En souvenir de ce jour, la représentation diplomatique à Cotonou comme partout ailleurs dans le monde a célébré la fête nationale de la Russie. Occasion pour l'ambassadeur de saluer les bonnes relations d'amitié entre le Bénin et la Russie. Des relations qui ne cessent de se développer, selon l'ambassadeur de la Russie près le Bénin et le Togo. « La fête nationale de Russie, c'est un symbole d'amitié du destin partagé avec le peuple russe, qui justifie d'une centaine de relations d'amitiés dans le monde, qui confesse différentes religions en vivant en paix et depuis des décennies, s'aimant et s'entraînant », a souligné Igor Evdokimov. L'ambassadeur a salué le dynamisme des relations russo-africaine vieilles de 60 ans sous la coupole de l'Union africaine,



avec de nombreux efforts conjoints qui rendent possible le processus d'intégration régionale. Parlant du Bénin, « la coopération entre nos deux pays se développe constamment au niveau bilatéral que dans les organisations internationales », a-t-il fait savoir évoquant la récente visite au Bénin du ministre des sports de la Russie, celle d'une délégation de parlementaires russes au Bénin, l'échange continu entre des délégations des deux pays. A l'occasion de la prochaine conférence Russie-Afrique qui s'annonce, il entend voir les relations de coopération entre le Bénin et la Russie se renforcer davantage.

Pour sa part, « le Bénin et la Russie entretiennent de bonnes relations d'amitié et de coopération, matérialisées ces dernières années par des échanges entre les délégations officielles au haut niveau (...) Nos relations se sont largement intensifiées à travers, entre autres, la mise à disposition du Bénin de bourses d'études et de formation dans les différentes spécialités, la sécurité, la défense, l'agriculture, les mines, etc. », a déclaré Erick Jean-Marie ZINSOU, Secrétaire général du Ministère des affaires étrangères qui a ajouté que dans le domaine universitaire, un partenariat universitaire est en cours de finalisation entre l'Université de Parakou et l'Université d'Etat de Médecine de Tver, également favorable à un accord avec l'Université nationale des sciences technologies, ingénieries et mathématiques du Bénin. Il a, pour finir, rassuré de l'engagement de la partie béninoise à consolider les relations entre la Fédération de Russie et le Bénin.



Arbres de karité et de néré en voie de disparition

Nécessité de repenser la célébration de la journée de l'arbre

Finis les jougs oratoires et cérémonies multicolores de mise en terre de plants pour embellir les boulevards et places publiques de nos villes et campagnes le premier juin, énième année de célébration. Partout sur toute l'étendue du territoire toutes les voies s'accordent sur le nombre de plants mis en terre : « Opération réussie ». Pendant ce temps dans nos savanes et brousses, les arbres producteurs de fruits de cueillette (karité néré, cocos et autres) sont en voie de disparition. C'est sans ignorer les vertus

et valeurs des fruits qu'ils produisent que l'on passe sous silence leur régénérescence. Des milliers de pieds de karité et de néré sont régulièrement détruits et consommés pour la fabrication de bois de chauffe ou de charbon. Et pourtant, se déroulent tous les ans des campagnes de commercialisation de noix de karité et de néré. De la transformation des premiers l'on recueille du beurre utilisé dans les domaines du cosmétique et pâtisserie et autres. A partir des graines de néré,

l'on fabrique de la moutarde pour l'alimentation. Alors que dans certains pays de la sous-région des recherches scientifiques et techniques ont depuis des lustres permis d'écourter la durée de production de ces plants fruitiers, le Bénin traîne les pas. Pendant combien de temps encore ? Ne serait-il pas nécessaire de repenser les éditions de la journée de l'arbre ? Techniciens des forêts et spécialistes de la flore à vos marques !

**Ibrahim Yarou Djibril
(Coll Parakou)**



5^{ème} RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITATION DU BÉNIN (RGPH5)

Je compte pour l'avenir

C'est quoi le RGPH ?

Le Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH) est l'ensemble des opérations consistant à recueillir, à grouper, à évaluer, à analyser, à publier et à diffuser des données démographiques, économiques et sociales se rapportant, à un moment donné, à tous les habitants d'un pays.

L'effectif de la population, sa structure par sexe et par âge, ainsi que sa répartition sur le territoire béninois, sont les aspects qui intéressent le plus le grand public. Mais au-delà, le RGPH fournit également des renseignements sur le nombre, l'état et les commodités du parc de logement existant.



Avec ARESS, vivez l'Energie, l'Energie de Qualité pour tous

LA QUALITE POUR TOUS



CMJN

CMJN